

partis accepteront que la Chambre reste toujours en comité des voies et moyens et examine les mesures qu'il choisira de nous présenter.

Le solliciteur général vient de dire qu'à son avis, la motion était irrégulière du fait que le ministre des Finances a déjà annoncé qu'il serait loisible de débattre la mesure. D'après moi, le ministre des Finances a bel et bien dit qu'il ne veut fournir à la Chambre aucune occasion de débattre cette question, alors que M. l'Orateur occupe le fauteuil. Cela étant, nous avons le droit, il me semble, d'en discuter aujourd'hui.

Je suis d'accord avec ceux qui ont souligné l'urgence de l'affaire à cause de l'effet troublant de cette annonce, et tout cela, mais j'ai autre chose à ajouter. J'ai dit n'avoir que deux points à faire valoir. Lorsqu'il confèrera avec ses homologues provinciaux, j'imagine que le ministre des Finances ne restera pas là à se tourner les pouces; il va leur dire quelque chose. A mon sens, un ministre est avant tout responsable envers le Parlement et il devrait nous renseigner avant d'informer les provinces.

Pour ces deux raisons, parce qu'aucun débat sous la présidence de monsieur l'Orateur, ne nous a été garanti au sujet de cette mesure, et parce que nous avons le droit, au Parlement, d'entendre sur ce point le ministre des Finances, avant qu'il s'entretienne avec les représentants provinciaux, ce débat devrait avoir lieu aujourd'hui.

L'hon. M. Hees: Monsieur l'Orateur,...

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Je me demande si c'est le désir des députés d'entendre davantage dans ce débat. Je n'ai pas l'intention d'écarter les députés, mais je vois que quatre ou cinq d'entre eux ont indiqué leur intention de prendre part à ce débat de procédure. Je doute qu'on puisse présenter de nouveaux arguments. Encore une fois, cependant, je ne veux pas qu'il puisse être dit que j'ai indûment interrompu le débat.

L'hon. M. Hees: Je ne vous demande qu'une minute, environ, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: Le député de Lapointe a la parole.

• (Midi)

[Français]

M. Gilles Grégoire (Lapointe): Monsieur l'Orateur, j'ai simplement deux arguments très brefs pour démontrer l'urgence du débat.

[M. Knowles.]

L'honorable ministre des Finances lui-même (M. Sharp) a cru bon de mentionner que si le très honorable premier ministre avait ordonné à ses ministres de demeurer à Ottawa pour la fin de semaine, c'était précisément à cause de l'annonce qu'il vient de faire. Si le très honorable premier ministre croit qu'il est urgent et nécessaire d'exiger que tous ses ministres demeurent ici durant toute la fin de semaine, c'est donc que la situation est excessivement et extrêmement urgente et grave et que la situation financière du pays doit être dans une précarité on ne peut plus sérieuse puisqu'on ordonne à 22 ministres de demeurer à Ottawa même, à cause de cette déclaration.

C'est dire l'urgence de traiter de la situation économique et financière du Canada puisque, comme en temps de guerre, ou dans les situations les plus importantes, les plus extrêmes qui puissent se présenter, on ordonne à tout le cabinet de rester à Ottawa. Ce sont le ministre des Finances et le très honorable premier ministre (M. Pearson) qui indiquent l'urgence de la question, et si la situation est si critique que cela, il est donc pressant, également, que le Parlement sache à quoi s'en tenir.

J'aimerais savoir, avant la fin de semaine, quel cataclysme on nous réserve, vu que tous les ministres sont obligés de passer la fin de semaine à Ottawa. Que se produira-t-il?

Imaginez-vous les rumeurs qui circuleront au pays, vu que le cabinet reste ici pour régler une situation très grave et le Parlement ne sait même pas à quoi s'en tenir à ce sujet-là.

Ceci ajoute à l'urgence du débat aujourd'hui. Sinon, on n'ordonnerait pas à tous les ministres de rester ici même, comme un cabinet en temps de guerre.

Monsieur l'Orateur, vous voyez vous-même que ce sont l'honorable ministre des Finances et le très honorable premier ministre eux-mêmes qui ont accentué l'urgence et la gravité du problème. A quoi peut-on s'attendre au cours de la fin de semaine? Le cabinet siégera toute la fin de semaine. Pourquoi? Parce que la situation est grave et désastreuse; quel cataclysme nous réserve-t-on? L'urgence du débat, monsieur l'Orateur, vous le voyez, réside dans le fait que le cabinet lui-même la reconnaît puisque tous les ministres sont obligés de rester ici.

Le deuxième point que je voulais soulever, monsieur l'Orateur, c'est que jamais dans l'histoire des ministres des Finances au Canada, jamais on en a trouvé qui se complaisent à faire traîner en longueur l'anxiété suscitée par l'augmentation des taxes.